



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.938/2/V et 59.939/2/V
60.013/2/V et 60.014/2/V
du 7 septembre 2016

adviezen 59.938/2/V en 59.939/2/V
60.013/2/V en 60.014/2/V
van 7 september 2016

sur

over

- un projet d'arrêté royal 'relatif à l'armement des agents de police' (59.938/2/V) ;
- un projet d'arrêté ministériel 'relatif à la formation en armement des agents de police' (59.939/2/V) ;
- un projet d'arrêté royal 'portant modification de divers arrêtés royaux concernant le statut des agents de police' (60.013/2/V) ;
- un projet d'arrêté ministériel 'relatif à la formation des agents de police en maîtrise de la violence' (60.014/2/V)
- een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de bewapening van de agenten van politie' (59.938/2/V);
- een ontwerp van ministerieel besluit 'betreffende de opleiding tot bewapening van de agenten van politie' (59.939/2/V);
- een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten wat het statuut van de agenten van politie betreft' (60.013/2/V);
- een ontwerp van ministerieel besluit 'betreffende de opleiding van de agenten van politie inzake geweldbeheersing' (60.014/2/V)

Le 26 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 9 septembre 2016, sur

- un projet d'arrêté royal 'relatif à l'armement des agents de police' (59.938/2/V) ;
- un projet d'arrêté ministériel 'relatif à la formation en armement des agents de police' (59.939/2/V).

Le 9 août 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur

- un projet d'arrêté royal 'portant modification de divers arrêtés royaux concernant le statut des agents de police' (60.013/2/V) ;
- un projet d'arrêté ministériel 'relatif à la formation des agents de police en maîtrise de la violence' (60.014/2/V).

Les projets ont été examinés par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2016.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 26 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege^(*) verlengd tot 9 september 2016, een advies te verstrekken over

- een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de bewapening van de agenten van politie' (59.938/2/V);
- een ontwerp van ministerieel besluit 'betreffende de opleiding tot bewapening van de agenten van politie' (59.939/2/V).

Op 9 augustus 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, een advies te verstrekken over

- een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten wat het statuut van de agenten van politie betreft' (60.013/2/V);
- een ontwerp van ministerieel besluit 'betreffende de opleiding van de agenten van politie inzake geweldbeheersing' (60.014/2/V).

De ontwerpen zijn door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique des projets, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les projets appellent les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Concernant le protocole de négociation n° 382/1 du comité de négociation pour les services de police du 17 février 2016, la formalité ne peut être considérée comme valablement accomplie dès lors que le protocole n'est ni signé par les dirigeants responsables des organisations syndicales ni par les membres de la délégation de l'autorité.

Il appartient à l'auteur des projets de s'assurer du bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATION GÉNÉRALE

En application de l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 3 juin 2007 'relatif à l'armement de la police intégrée, structurée à deux niveaux, ainsi qu'à l'armement des membres des Services d'Enquêtes des Comités permanents P et R et du personnel de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale', l'armement des agents de police est actuellement exclusivement constitué de moyens incapacitants ¹. Les textes en projet ont principalement pour objet de permettre aux agents de police de porter l'armement individuel ² et l'armement collectif ³ et d'adapter la formation des agents de police en conséquence.

Interrogée sur la date à laquelle cette nouvelle formation des agents de police sera donnée, la fonctionnaire déléguée a répondu qu'elle pourra être organisée à partir du 1^{er} novembre 2016.

Étant donné la connexité entre les quatre projets, c'est cette date qui doit être retenue non seulement comme date pivot entre l'actuelle formation des agents de police et la nouvelle formation en armement de ceux-ci mais aussi comme date d'entrée en vigueur des deux projets d'arrêtés royaux et des deux projets d'arrêtés ministériels, à l'exception des dispositions contenues dans le projet sur lequel l'avis 60.013/2/V est donné ce jour ⁴, n'ayant pas cet objet et pour lesquelles une autre date d'entrée en vigueur peut, au besoin, être prévue conformément à l'intention de l'auteur du texte.

¹ Tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 3 juin 2007.

² Articles 1^{er}, 3^o, et 4 de l'arrêté royal du 3 juin 2007.

³ Articles 1^{er}, 4^o, et 5 de l'arrêté royal du 3 juin 2007.

⁴ Projet d'arrêté royal 'portant modification de divers arrêtés royaux concernant le statut des agents de police'.

Les textes en projet seront complétés en ce sens.

EXAMEN DU PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'RELATIF À L'ARMEMENT DES AGENTS
DE POLICE' (59.938/2/V)

1. Il y a lieu de compléter l'alinéa 1^{er} du préambule afin de préciser que l'article 141, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' a été modifié par la loi du 21 avril 2016.

2. Pour les agents de police ayant participé à une formation de base qui a débuté avant le 1^{er} novembre 2016, il ne sera pas suffisant d'avoir suivi la nouvelle formation en armement (voir l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 59.939/2/V⁵) pour pouvoir porter l'armement individuel et collectif mais ils devront avoir réussi cette formation (voir l'article 1^{er}, alinéa 2, de ce même projet).

De l'accord de la fonctionnaire déléguée, il y a lieu d'ajouter, dans l'article 25/1, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juin 2007, en projet, les mots « et réussi » après le mot « suivi ».

L'article 2 du projet sera complété en ce sens.

EXAMEN DU PROJET D'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 'RELATIF À LA FORMATION EN
ARMEMENT DES AGENTS DE POLICE' (59.939/2/V)

1. L'alinéa 2 du préambule sera complété par la date à laquelle le projet qui a donné lieu à l'avis 59.938/2/V sera adopté.

2. Eu égard au principe d'égalité, l'exigence pour les agents de police qui sont actuellement en fonction d'obtenir 12/20 pour réussir les épreuves complémentaires concernant les points 5b, 6 et 7 du module 10 de l'annexe 2 à l'arrêté ministériel du 24 octobre 2002 'portant règlement général des études relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police' n'est admissible que si cette exigence existe de la même manière pour les futurs agents de police lorsque ceux-ci seront amenés à suivre la « nouvelle » formation de base dans son ensemble lorsque celle-ci sera organisée.

Il résulte des informations transmises par la fonctionnaire déléguée que l'aspirant doit obtenir en fin de formation de base au minimum 60 % pour la note totale de l'examen final et 50 % pour chacune des trois épreuves en application de l'article 41, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 20 novembre 2001 'relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et portant diverses dispositions transitoires'.

⁵ Projet d'arrêté ministériel 'relatif à la formation en armement des agents de police'.

Pour évaluer la formation mentionnée à l'article 25/1 de l'arrêté royal du 3 juin 2007 de la même manière que le taux de réussite exigé en fin de formation, l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet doit, en l'état, être revu et rédigé comme suit :

« Afin de réussir cette formation, les agents de police doivent obtenir minimum 12/20 au total des différentes épreuves de l'examen et 10/20 pour chacune de celles-ci ».

EXAMEN DU PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'PORTANT MODIFICATION DE DIVERS ARRÊTÉS ROYAUX CONCERNANT LE STATUT DES AGENTS DE POLICE' (60.013/2/V)

1. Comme l'a confirmé la fonctionnaire déléguée, le renvoi à l'article VII.II.7 du PJPol n'est plus exact car cet article a été abrogé par la loi du 21 avril 2016 'portant des dispositions diverses Intérieur - Police intégrée'.

Il y a lieu de remplacer, dans l'article 1^{er}, 2°, du projet, les mots « l'article VII.II.7 » par les mots « l'article 38 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ».

À cet égard, il y a lieu de constater que la même observation vaut pour l'article VII.II.20, alinéa 2, du PJPol et l'article 4 du projet pourrait être complété en ce sens.

2. Le chapitre IV (articles 8 à 11) contient des dispositions transitoires et des dispositions finales.

L'intitulé du chapitre sera revu en ce sens.

3. L'article 8, alinéa 2, du projet donne lieu à critique dans la mesure où il n'est pas suffisamment précis. Par ailleurs, les modalités de remboursement doivent être prévues dans le texte en projet ou faire l'objet d'une habilitation au ministre à mettre en œuvre par un arrêté ministériel et non pas par une circulaire ministérielle.

4. Enfin, les articles 9 (entrée en vigueur) et 10 (disposition transitoire) seront permutés.

EXAMEN DU PROJET D'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 'RELATIF À LA FORMATION DES AGENTS
DE POLICE EN MAÎTRISE DE LA VIOLENCE' (60.014/2/V)

Il y a lieu de compléter l'alinéa 3 du préambule afin de préciser que l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 novembre 2001 'relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et portant diverses dispositions transitoires' a été remplacé par l'arrêté royal du 20 décembre 2007.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de ontwerpen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geven de ontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Wat betreft het protocol van onderhandelingen nr. 382/1 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten de dato 17 februari 2016, kan het vormvereiste niet geacht worden naar behoren vervuld te zijn, aangezien het protocol noch door de verantwoordelijke leiders van de vakorganisaties, noch door de leden van de overheidsafvaardiging ondertekend is.

De steller van de ontwerpen moet erop toezien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

ALGEMENE OPMERKING

Overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 3 juni 2007 ‘betreffende de bewapening van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, alsook de bewapening van de leden van de Diensten Enquêtes bij de Vaste Comités P en I en van het personeel van de Algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie’ bestaat de bewapening van de agenten van politie vandaag de dag uitsluitend uit neutraliserende middelen.¹ De ontworpen teksten strekken er in hoofdzaak toe het voor de agenten van politie mogelijk te maken de individuele² en de collectieve³ bewapening te dragen en de opleiding van de agenten van politie dienovereenkomstig aan te passen.

Op de vraag wanneer die nieuwe opleiding van de agenten van politie zal worden gegeven, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat die opleiding zal kunnen worden gegeven vanaf 1 november 2016.

Gelet op de samenhang tussen de vier ontwerpen, moet die datum niet alleen in aanmerking worden genomen als referentiedatum voor de huidige opleiding van de agenten van politie en voor hun nieuwe opleiding tot bewapening, maar ook als datum waarop de twee ontwerpen van koninklijk besluit en de twee ontwerpen van ministerieel besluit in werking treden, met uitzondering van de bepalingen vervat in het ontwerp waarover vandaag

¹ Zoals gedefinieerd in artikel 1, 6°, van het koninklijk besluit van 3 juni 2007.

² Artikelen 1, 3°, en 4 van het koninklijk besluit van 3 juni 2007.

³ Artikelen 1, 4°, en 5 van het koninklijk besluit van 3 juni 2007.

advies 60.013/2/V wordt gegeven,⁴ die een andere strekking hebben en waarvoor overeenkomstig de bedoeling van de steller van de tekst, indien nodig, een andere datum van inwerkingtreding kan worden vastgesteld.

De ontworpen teksten moeten in die zin worden aangevuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'BETREFFENDE DE
BEWAPENING VAN DE AGENTEN VAN POLITIE' (59.938/2/V)

1. Het eerste lid van de aanhef behoort aldus te worden aangevuld dat vermeld wordt dat artikel 141, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus' gewijzigd is bij de wet van 21 april 2016.

2. Voor de agenten van politie die hebben deelgenomen aan een basisopleiding die is begonnen vóór 1 november 2016 zal het niet volstaan de nieuwe opleiding tot bewapening (zie artikel 1, eerste lid, van het ontwerp waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 59.939/2/V⁵ heeft verstrekt) te hebben gevolgd om de individuele en de collectieve bewapening te mogen dragen, aangezien zij voor die opleiding ook geslaagd zullen moeten zijn (zie artikel 1, tweede lid, van datzelfde ontwerp).

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 25/1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juni 2007 de woorden "of er niet voor geslaagd zijn" moeten worden ingevoegd na het woord "gevolgd".

Artikel 2 van het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP VAN MINISTERIEEL BESLUIT 'BETREFFENDE DE
OPLEIDING TOT BEWAPENING VAN DE AGENTEN VAN POLITIE' (59.939/2/V)

1. Het tweede lid van de aanhef moet worden aangevuld met de datum waarop het ontwerp dat geleid heeft tot advies 59.938/2/V zal worden goedgekeurd.

2. Gelet op het gelijkheidsbeginsel kan het vereiste dat de agenten van politie die thans in dienst zijn 12/20 moeten halen om te slagen voor de bijkomende proeven betreffende de punten 5b, 6 en 7 van module 10 van bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 24 oktober 2002 'houdende het algemeen studiereglement betreffende de basisopleidingen van de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten' slechts aanvaard worden indien dat vereiste op dezelfde wijze geldt voor de toekomstige agenten van politie die de "nieuwe" basisopleiding in haar geheel zullen moeten volgen wanneer ze wordt gegeven.

⁴ Ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten wat het statuut van de agenten van politie betreft'.

⁵ Ontwerp van ministerieel besluit 'betreffende de opleiding tot bewapening van de agenten van politie'.

Uit de inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar verstrekt heeft, blijkt dat de aspirant overeenkomstig artikel 41, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 20 november 2001 ‘betreffende de basisopleidingen van de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten en houdende diverse overgangsbepalingen’ op het einde van de basisopleiding ten minste 60 % moet behalen voor het totale puntcijfer voor het eindexamen en telkens 50 % op elk van de drie proeven.

Om ervoor te zorgen dat dezelfde regels gelden voor het slagen voor de opleiding waarvan sprake is in artikel 25/1 van het koninklijk besluit van 3 juni 2007 en voor de percentages die op het einde van de opleiding moeten worden behaald, moet artikel 1, tweede lid, van het ontwerp bij deze stand van zaken worden herzien en als volgt worden geredigeerd:

“Om te slagen voor die opleiding moeten de agenten van politie in totaal ten minste 12/20 behalen voor alle proeven van het examen en 10/20 voor elke proef.”

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT ‘TOT WIJZIGING VAN
VERSCHILLENDE KONINKLIJKE BESLUITEN WAT HET STATUUT VAN DE AGENTEN VAN
POLITIE BETREFT’ (60.013/2/V)

1. Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, klopt de verwijzing naar artikel VII.II.7 RPPol niet meer, aangezien dat artikel is opgeheven bij de wet van 21 april 2016 ‘houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken. - Geïntegreerde politie’.

In artikel 1, 2°, van het ontwerp dienen de woorden “tot het in artikel VII.II.7 bedoelde aantal is bereikt” te worden vervangen door de woorden “totdat het aantal bereikt is bedoeld in artikel 38 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten”.

In dat verband dient te worden vastgesteld dat dezelfde opmerking geldt voor artikel VII.II.20, tweede lid, RPPol, zodat artikel 4 van het ontwerp in dezelfde zin gewijzigd zou moeten worden.

2. Hoofdstuk IV (artikelen 8 tot 11) bevat overgangs- en slotbepalingen.

Het opschrift van het hoofdstuk dient in die zin te worden herzien.

3. Artikel 8, tweede lid, van het ontwerp geeft aanleiding tot kritiek in zoverre het niet nauwkeurig genoeg is. Bovendien moeten de nadere terugbetalingsregels worden vastgesteld in de ontworpen tekst of dient daarvoor aan de minister een machtiging te worden verleend die ten uitvoer moet worden gelegd bij een ministerieel besluit en niet bij een ministeriële omzendbrief.

4. Ten slotte dienen de artikelen 9 (inwerkingtreding) en 10 (overgangsbepaling) onderling van plaats te worden verwisseld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP VAN MINISTERIEEL BESLUIT 'BETREFFENDE DE
OPLEIDING VAN DE AGENTEN VAN POLITIE INZAKE GEWELDBEHEERSING' (60.014/2/V)

Het derde lid van de aanhef behoort aldus te worden aangevuld dat gepreciseerd wordt dat artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 november 2001 'betreffende de basisopleidingen van de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten en houdende diverse overgangsbepalingen' vervangen is bij het koninklijk besluit van 20 december 2007.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT